

Débat d'orientation budgétaire

Débat
d'orientation
budgétaire
2018



Conseil municipal 14 mars 2018

Jean Claude CAREPEL



Perspectives 2018

À l'échelle mondiale, la croissance serait de 3,7%, mais la croissance des pays développés restera limitée. Seuls les pays émergents, auront une croissance plus soutenue.

- **En Asie**, la croissance chinoise stagne → +6,5%, le Japon est toujours au plus bas +0,7% et l'Inde au plus haut à 7,4%
- **En Europe**, croissance de l'ordre de 1,9%, France / Allemagne 1,8% Italie 1,1% et Espagne 2,5%
- **Aux USA**, la croissance stagne sur une base de 2,3% , 2,5 % 2017
- **L'inflation risque de repartir à la hausse** ainsi que les taux directeurs, le chômage toujours élevé, sont autant de paramètres préoccupants pour la reprise



2018: La France dans ce contexte

La remontée des taux d'intérêts avec une perspective de l'inflation pourrait mettre à mal les dernières prévisions de déficit public
Revue à la hausse en 2017 2,9% du PIB et 2,6% en 2018

La baisse des charges pour les employeurs et les mesures d'assouplissement du marché du travail auront-elles les effets attendus sur le chômage et par conséquent sur le déficit

La suppression de la taxe d'habitation comme mesure de réduction des charges sur les ménages inquiète les collectivités et l'INSEE a calculé que les prélèvements obligatoires sur les ménages augmenteront de 4,5 milliards en 2018

Les collectivités locales feront les frais des économies planifiées mais au détriment de la consommation et de l'investissement



2018 en synthèse

Une reprise mondiale poussive

Des risques économiques importants

La France dans l'attente de résultats probants pour les déficits, le chômage et la relance de la consommation et de l'investissement



Les grandes tendances de l'évolution des finances locales

Débat
d'orientation
budgétaire
2018



- **Les collectivités territoriales** participeront très fortement au redressement des dépenses publiques à travers le plan imposé par la loi de programmation (même si la DGF est stable en 2018)
- **La suppression progressive de la taxe d'habitation pour 80% des ménages. Le coût est estimé à plus de 10 milliards horizon 2020.**
Même si elle doit être compensée par l'état on peut émettre des doutes sur le long terme.
- **Les dispositifs de péréquation. Le FPIC est gelé pour une année**
- **Baisse des investissements → baisse du FCTVA**
- **Les valeurs locatives des locaux autres que professionnels seront revalorisées automatiquement sur la base de l'inflation 0,8% en 2018**



Encadrement des dépenses de fonctionnement 2018-2022:

Les collectivités doivent faire un effort de 13 Milliards

Les collectivités dont les dépenses réelles de fonctionnement sont > à 60M€:

Un contrat passé avec l'état (préfet , DGFIP) avant fin juin 2018

Limitation de l'évolution des dépenses par an à 1,2% inflation comprise sur la base de 2017

En cas de dépassement l'état reprendra 75 % du dépassement

Une règle d'or sur l'endettement.

Le plafond est fixé à 12 années

En résumé l'état au détriment des services à la population veut mettre en place un cercle vertueux

Obliger l'autofinancement pour réduire le recours à l'emprunt est forcer la réduction de l'endettement;

Mais cela intervient après une période d'économies forcées par la réduction de la DGF et par conséquent nous n'avons plus de marge de manœuvre



Les marges de manœuvre sont maintenant nulles si on ne veut pas toucher aux services nécessaires aux administrés.



DOB

Investissements

Un plan ambitieux tout en gérant
la réduction de notre dette



Excédent section d'investissement 13 760 000 €
reports inclus , contre 8 431 419 € en 2016

Les restes à réaliser sont gonflés du fait des grosses opérations en cours (4,5 M€): Vastel, Jules Verne

Les recettes sont en amélioration principalement grâce aux subventions du département

Une amélioration de 2,3 M € de notre capacité de financement
Liée à 2 M€ d'autofinancement qui conforte le plan à 5 ans



Investissements récurrents 2017-2020

Débat
d'orientation
budgétaire
2018

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
MATERIEL	1 332 412	937869	1 151 206	1 080 000	1 200 000	1 200 000
Voierie + Signa	1 768 000	1 467 000	1 665 000	1 280 000	1 400 000	1 600 000
Espace verts	393 000	350 000	245 000	325 000	350 000	350 000
Tx Batiments	1 591 600	1 400 000	1 485 000	1 523 000	1 200 000	1 200 000
TOTAL	5 085 012	4 154 869	4 546 206	4 208 000	4 150 000	4 350 000



Objectifs 2017/2020



- **Extension Jules Verne (subvention CD) → 2,5 M**
 - Projet lancé, Livraison fin 2018 ,
- **Travaux cinéma phase 1 (subvention CD) → 450k€**
 - Etude en 2017 réalisation 2018
- **Travaux Cinéma phase 2 → 350k€ nouveau**
 - Etude en 2018, réalisation 2019,
- **Gymnase VASTEL (subvention CD) → 1,5 M€ → 1,87 m€**
 - Projet lancé, Livraison 2018
- **Ecole maternelle Jules Verne → 5 M€**
 - Réalisation d'une nouvelle école Maternelle 2019 / 2020
- **Studio d'enregistrement → 300 k€**
 - Livraison 2019 nouveau plan CD
- **Salles périscolaires Langevin Wallon terrain Gatinot**
 - Péri scolaire → 2019 800K€ → objectif 1,2M€



Objectifs 2017/2020

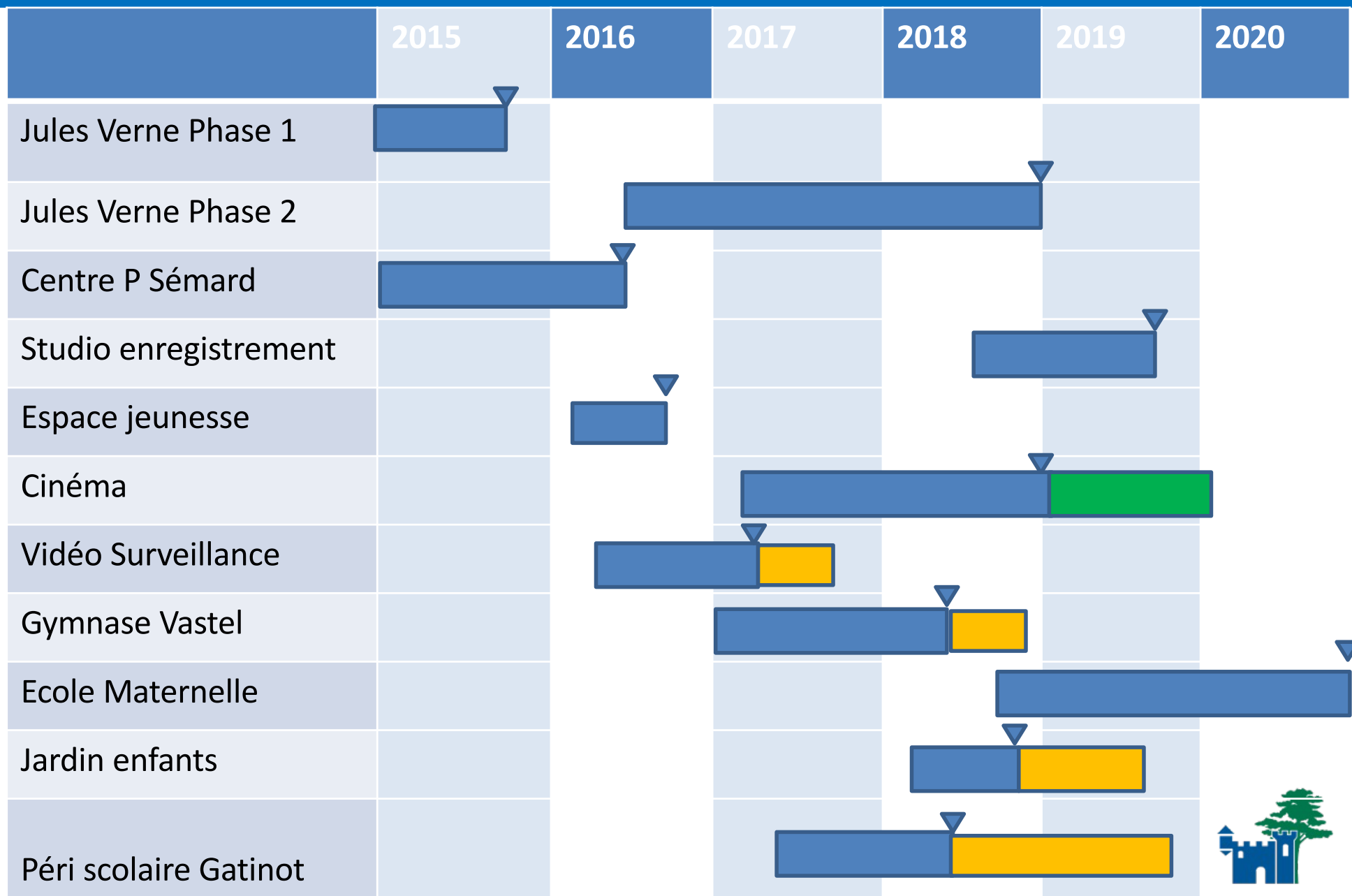


- **Jardin d'enfant projet cœur de ville → 600 000€**
(subvention CAF 250 k€). Projet lancé, livraison début 2019 report lié au retard de planning du promoteur
- **Une crèche privée de 50 berceaux verra le jour en 2018, nous avons réservé 30 berceaux → Avril 2018 confirmé**



Objectifs 2015 / 2020

Débat
d'orientation
budgétaire
2018



Objectifs chiffrés 2017/2020

	2017	2018	2019	2020
TOTAL RECURRENT	4 550 000	4 200 000	4 150 000	4 350 000
Extension Jules Verne	1 000 000	1 445 000		
Cinéma	50 000	450 000		350 000
Maternelle Félix Faure		770 000	2 500 000	1 730 000
Jardin d'enfants			600 000	
Studio enregistrement			300 000	
Gymnase Vastel	1 465 000	350 000		
Péri scolaire Gatinot		350 000	850 000	
Sécurisation écoles	400 000			
TOTAL GROS TRAVAUX	2 915 000	3 365 000	4 250 000	2 030 000
TOTAL GENERAL	7 465 000	7 565 000	8 400 000	6 430 000



Les recettes sont les suivantes:

- **FCTVA** autour de 0,8 M€ en diminution
- **Amortissements** autour de 1,060 M€ et **fond de soutien** 1,27M€
- **Subvention** du Conseil Départemental mobilisée 0,36 M€
Les autres subventions du CD étant sur 2017
- **Pas d'emprunts et plus de 15 M€ de cessions**
- **Excédent** de 13,7 M€
- **Autofinancement** sera concrétisé pour 2 M€ et un nouvel autofinancement dépassant les 2 M€ sera planifié



DOB

Gestion de la dette

Une décroissance de l'encours et un retour à un taux moyen par ha, dans la moyenne des communes du département



Les hypothèses du plan à 5 ans établi en 2015

Pas d'emprunts jusqu'en 2020 si :

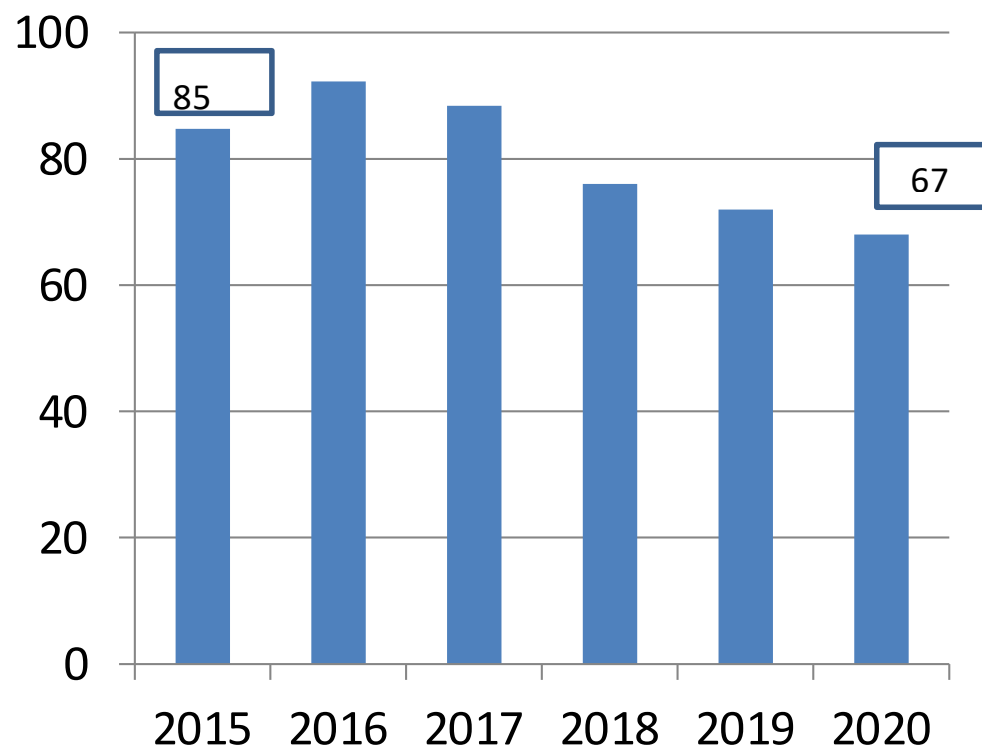
- Un nouveau plan de développement avec le département.
Ecole maternelle ,studio d'enregistrement , Gatinot → **4 M€ mini**
- Réalisation des ventes CMS et Felix Faure: 15,3 M€ **le CMS
Concrétisé en 12/ 2017**
- Maintien des investissements récurrents → à hauteur de 4 M€ , **nous sommes légèrement supérieur**
- Autofinancement à hauteur de 5 M€ sur 3 ans, **déjà 2 M€ en 2017, 2 M€ en 2018 donc 4 M€ (sur 6 prévus) déjà réalisés**



Evolution encours de la dette

	Evolution encours de la dette sans nouveaux emprunts , hypothèse fin d'année					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dette (Début 2015 --> 69,4)	88,4	114,7	109,8	104,7	91	85,6
Remboursement	3,7	4,9	5,1	5,2	5,4	5,4
Remb achats technosud				8,5		
dette fin année	84,7	109,8	104,7	91	85,6	80,2
fond de soutien	0	17,6	16,3	15,2	12,7	12,4
dette réelle fin d'année	84,7	92,2	88,4	75,8	72,9	67,8

Dette en M€



■ Dette en M€

Taux moyen 3,5 %
Contrats catégorie A1 B1
Durée résiduelle 18 ans
Durée de vie moyenne 9 ans
3 mois

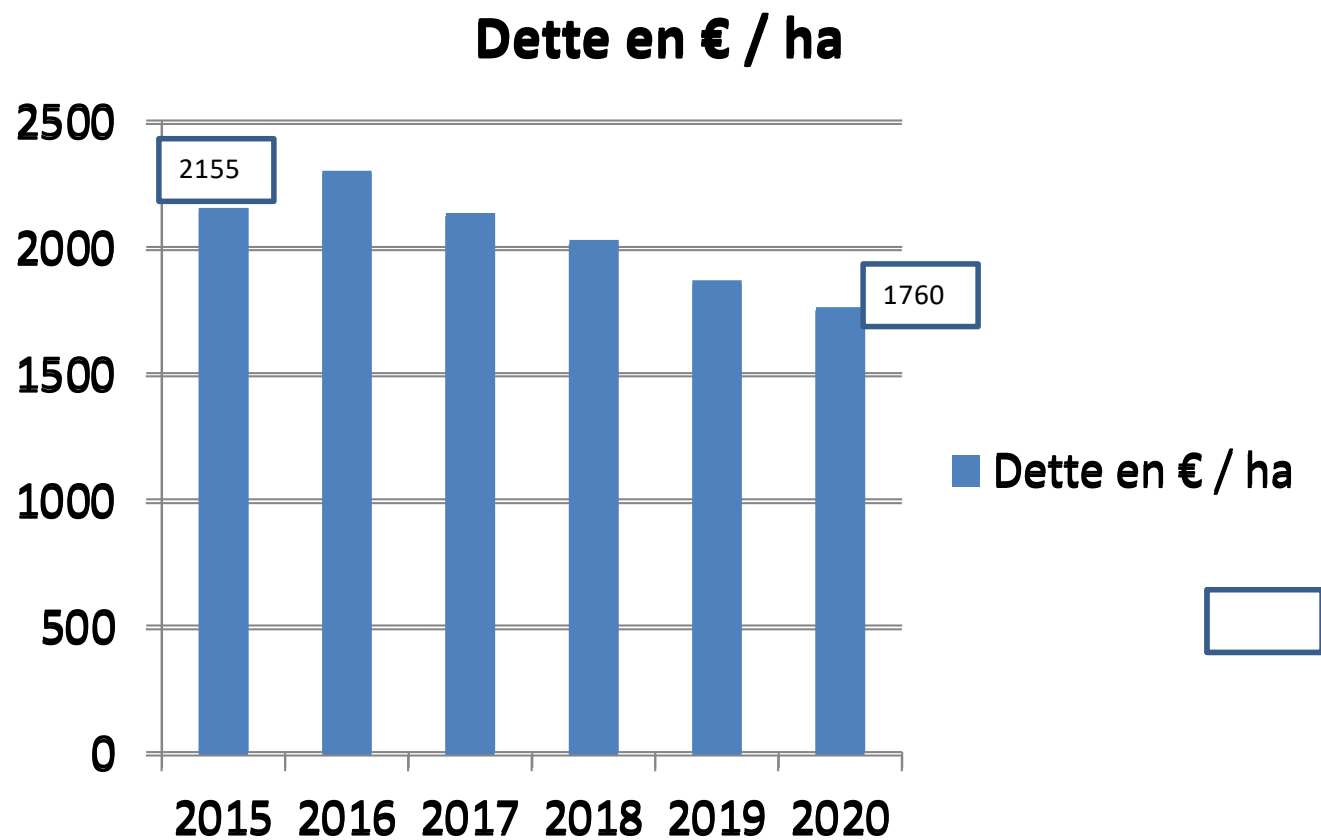


Evolution du ratio dette / habitant

		Evolution ratio dette /habitant sans nouveaux emprunts calcul fin d'année				
		capital	habitants	ratio/ha	sans 8,5M€	
	Fin 2014	69,4	34004	2041	2041	
	Fin 2015	84,7	35350	2346	2155	
	Fin 2016	92,2	36368	2573	2301	
	Fin 2017	88,4	37480	2358	2134	
	Fin 2018	75,8	37480	2022	2022	
	Fin 2019	72,9	38500	1893	1893	
	Fin 2020	67,8	38500	1761	1761	

Dette par habitant

Débat
d'orientation
budgétaire
2018



Projection règle d'or limitée à 12 ans

Le ratio est: Capital restant /Marge brute

Hypothèse maintien de la marge brute 2017

	Capital	Dettes / ha	Nombre d'années
Fin 2014	69,4	2041	
Fin 2015	84,7	2155	29
Fin 2016	92,2	2301	16
Fin 2017	88,4	2134	15
Fin 2018	75,8	2022	13
Fin 2019	72,9	1893	12
Fin 2020	67,8	1761	11,7

Au niveau des dépenses

Evolution des frais financiers (– 550 K€ sur 4 ans)

ANNEE	FRAIS FINANCIERS
2017	3,838 M€
2018	3,739 M€
2019	3,458 M€
2020	3,265 M€



DOB

Section fonctionnement



Résultat de fonctionnement + 9 942 825 € (2017:+ 6 470 885 €)

- Dépenses de personnel (012) 32 006 553 € → +1,4 m€ 2016
- Frais financiers (66 111) 3 838 971€ en diminution
- Dépenses courantes (011) 10 615 631 € → = 2016

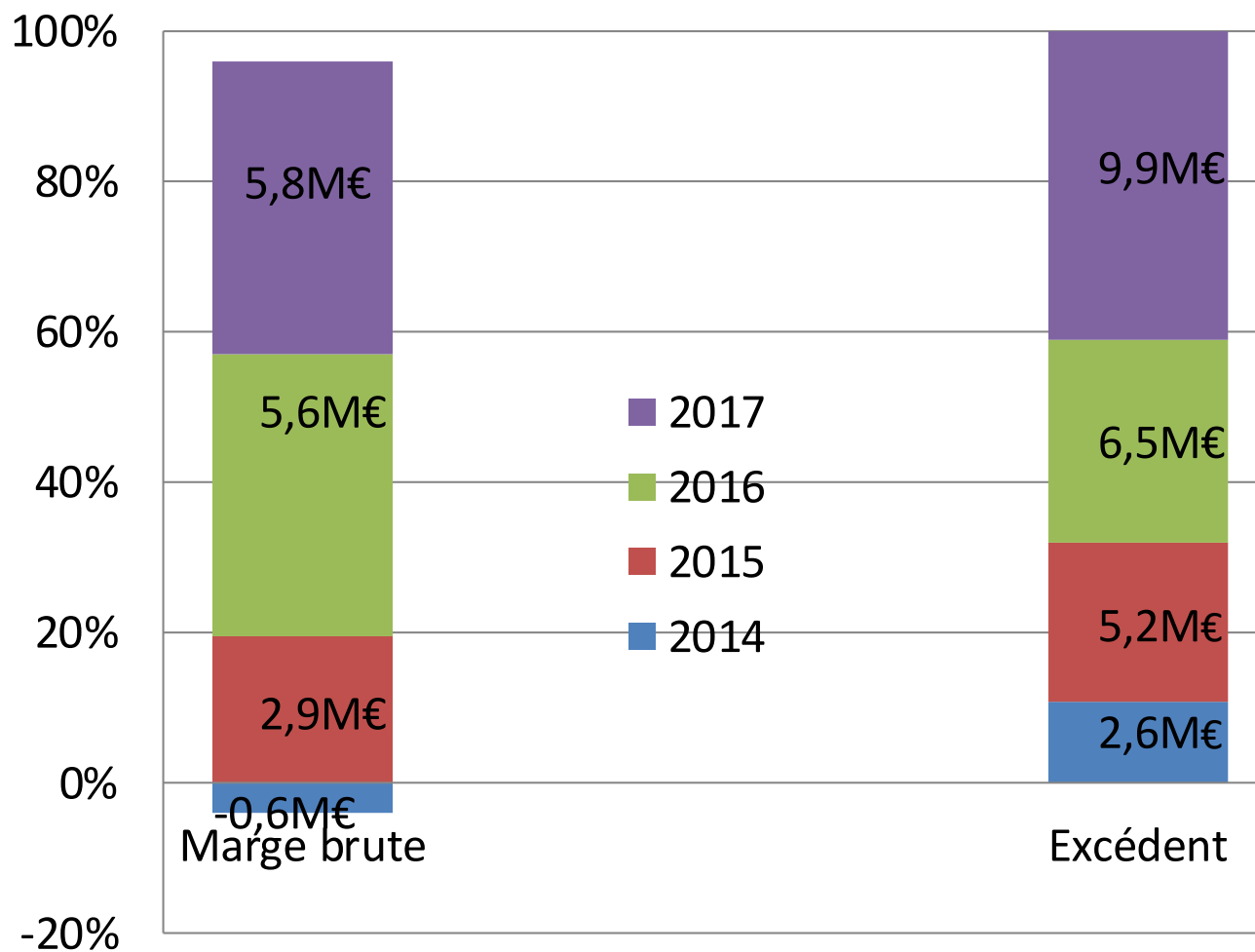
- Epargne brute (recettes réelles – dépenses réelles) +5 809 502 €
- Epargne nette (épargne brute-capitale de la dette) +734 526 € =

Variation des bases fiscales des taxes ménages +1,76 %



Marge brute et excédent 2014/2018

Débat
d'orientation
budgétaire
2018



Encore de grosses incertitudes :

- Fiabilité des bases fiscales qui nous seront notifiées
- Décisions du territoire pour son propre équilibre
- DGF ? Normalement identique 2017
- Compensation taxe d'habitation



- **Le budget de fonctionnement 2018 sera identique à celui**
- **De 2017 une crèche supplémentaire + 210 000€ compensé**
- **par diminution des fluides**
- **budgets des services → 12 675 000 € = 3,6 %.**

- **Les subventions sont à peu près stables à 3,76 M€**
 - **+ 11000€ pour les sportifs**
 - **+ 15000€ pour Guynemer**
 - **+ 90 000€ pour CCAS**

Le budget du personnel → 33 400 000 € minimum
supérieur aux dépenses 2017 pour absorber
les embauches en cours, mais aussi prendre en compte
toutes les mesures de revalorisation (point d'indice, cotisation
CNAS 180K€ Médecine du travail 82K€)



Au niveau des dépenses, les reversements:

- **FNGIR (idem 2017) → 2 338 475 €** stable depuis 3 ans
- **FPIC → 1 900 000 € de l'ordre de 1 700 000 € en 2017**
Le montant sera connu en juin nous prévoyons 200 000€ de plus pour couvrir les risques liés à des changements de règles de répartition
- **FCCT - Fond de compensation des charges territoriales**
→ **3 850 000 €** en diminution car les dépenses et recettes ordures ménagères ont été transférées au territoire.
Le transfert du stade nautique et de la subvention des sapeurs pompiers viennent en plus



Au niveau des dépenses

• Les frais financiers

- intérêts **3,7 M€ en diminution de 100 000€**

- ICNE **200 000 €**

• Les dépenses d'ordre

- Amortissements → **1,06 M€**

• **Les participations sont de 290 K€, toutes sont stables**



- **Produit de la DGF** → 3 500 000 € stable
- **Les subventions** → 3,05 M€
 - 580 000 € du département
 - Une crèche supplémentaire + 200 000€
 - Participation de la CAF + 100 000€
 - NAP en diminution
- **Recettes courantes en diminution**(recettes crèches) → 5 690 000 €
- **Droits de mutation** → 1 800 000 € identique au budget 2017
- **L'attribution compensation de la Métropole** → 10 600 000€ = 2017
- **La fiscalité** nous avons pris une hypothèse à 33 000 000 € par mesure de prudence identique à 2017



Malgré un contexte très difficile, baisse des dotations de l'Etat, prélèvements divers très importants, nous tenons à signaler :

- Comme en 2016 et 2017, pas d'augmentation d'impôts des ménages
- Un budget d'investissement très dynamique tout en poursuivant une politique de réduction de l'endettement
- En 2018, pas d'emprunts nouveaux, remboursement de l'emprunt court terme de 8,5 M€ et par conséquent en cumulé 2016/2017/2018 , une réduction de 23,5 M€ du capital de la dette
- L'autofinancement prévisionnel tenu (4 M€) tout en maintenant les services à la population



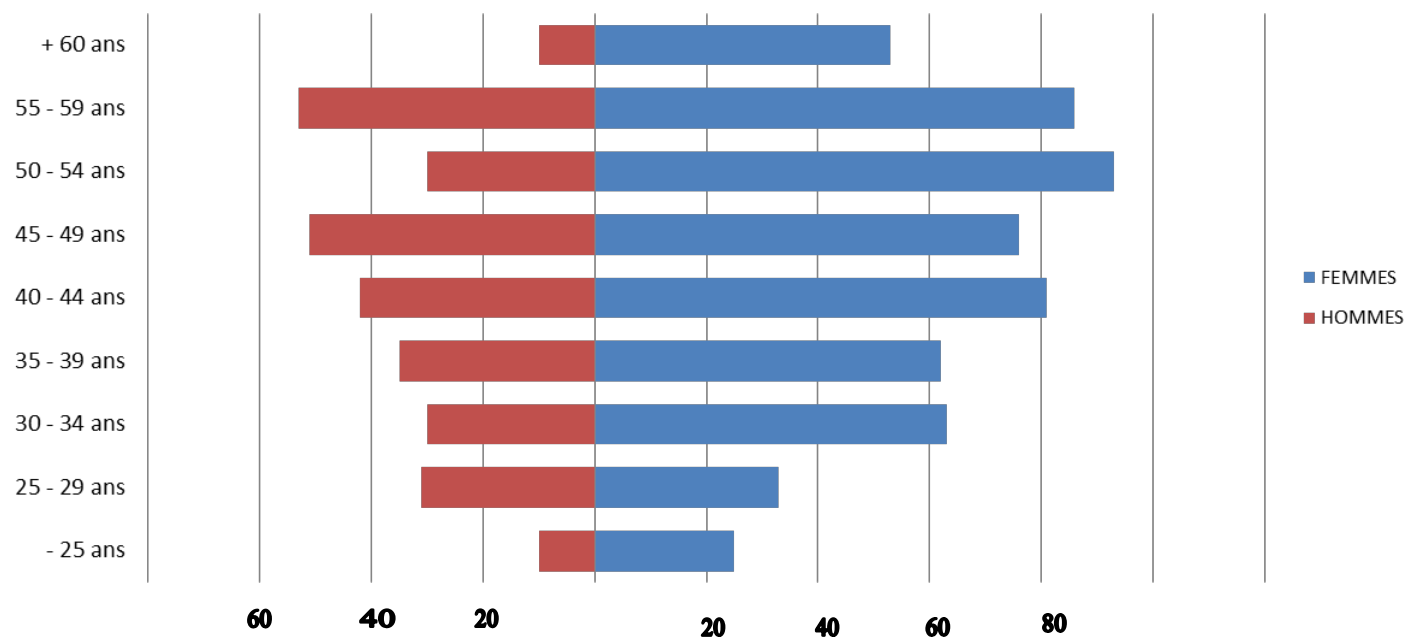
Le PERSONNEL



Donnés sur le personnel
& Rapport de situation comparée sur
l'égalité femmes-hommes au sein de la
Commune de Châtillon



Pyramide des âges Commune de Châtillon au 1er janvier 2018



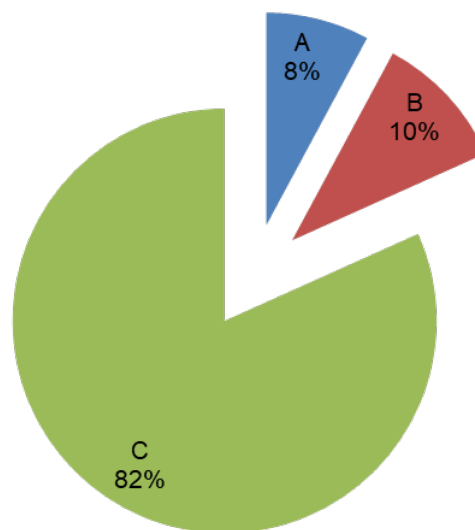
La moyenne d'âge à Châtillon : 44 ans et 5 mois (aussi bien pour les hommes que pour les femmes) / Comparaison avec les collectivités de la Petite Couronne : 44 ans et 1 mois / National : 44 ans et 6 mois

Part des moins de 30 ans à Châtillon : 11.5% (10.14% des femmes et 14% des hommes ont moins de 30 ans)
Petite couronne : 11.7% / National : 11.3% de femmes et 11.3% d'hommes

Part des plus de 50 ans à Châtillon : 37.6% (40.55% des femmes et 31.85% des hommes ont plus de 50 ans)
Petite couronne : 35.5% / National : 33.9% de femmes et 33.4% d'hommes



Répartition des agents par catégorie hiérarchique au 1er janvier 2018



National :

A : 9.3%

B : 13.8%

C : 76.9%

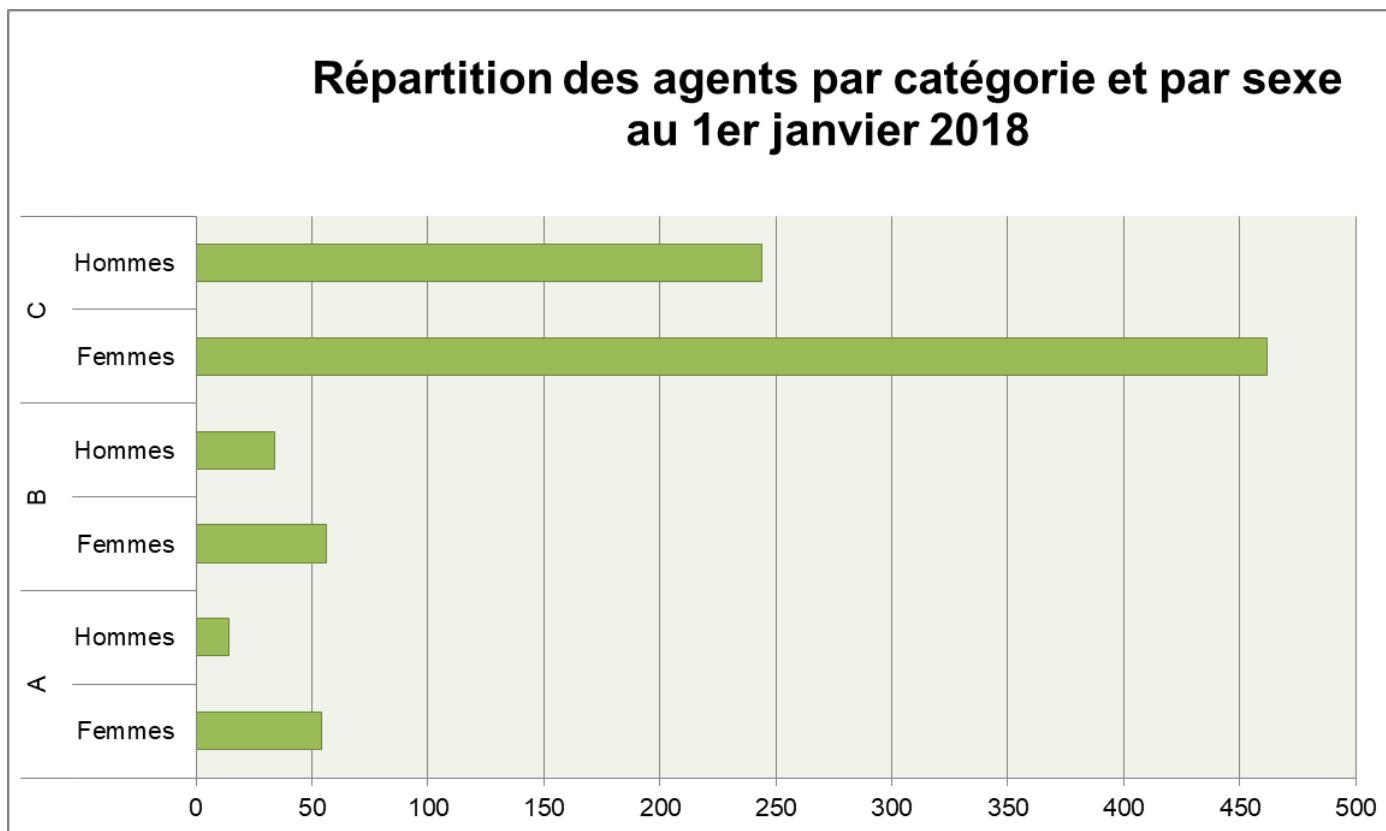
Collectivités de la Petite Couronne :

A : 12%

B : 16%

C : 72%





Catégorie A : 20.6% d'hommes et 79.4% de femmes

Catégorie B : 37.8% d'hommes et 62.2% de femmes

Catégorie C : 34.6% d'hommes et 65.4% de femmes

Au niveau national (FPT) :

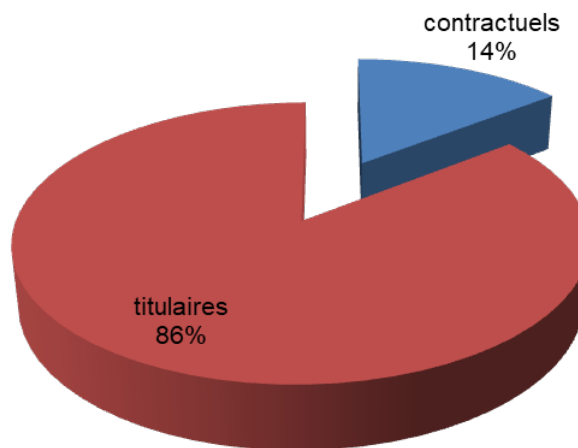
Catégorie A : 40% d'hommes et 60% de femmes

Catégorie B : 36% d'hommes et 64% de femmes

Catégorie C : 40% d'hommes et 60% de femmes



Répartition du statut des agents de la Commune au 1er janvier 2018



Fonction Publique Territoriale :

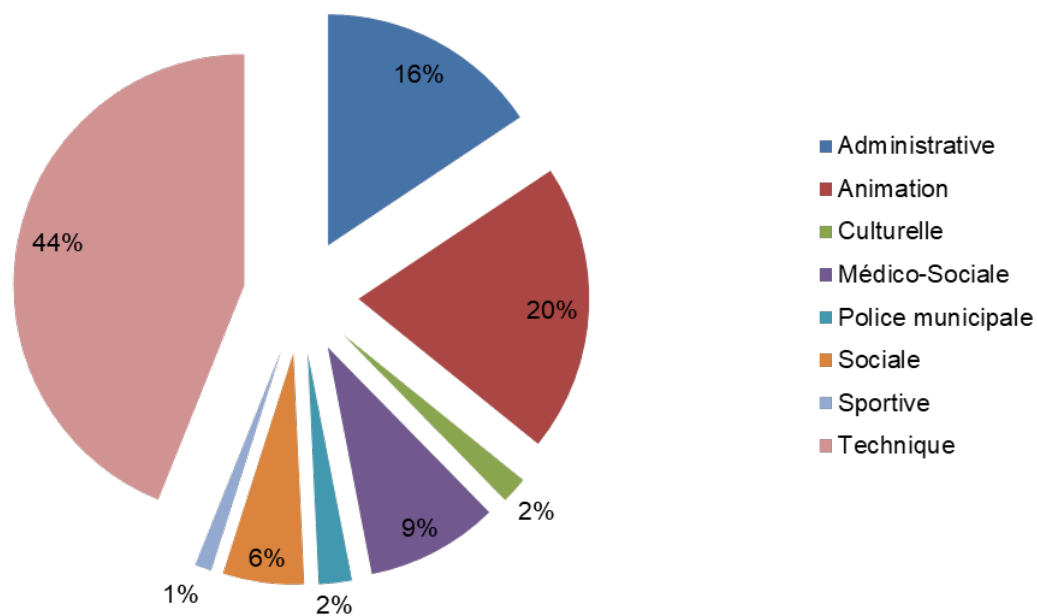
Titulaires : 80.5%

Contractuels : 19.5%

Pour les agents contractuels de la Ville : 14.4% sont dans la catégorie A / 8.8% catégorie B / 76.8% catégorie C



Répartition des effectifs par filière

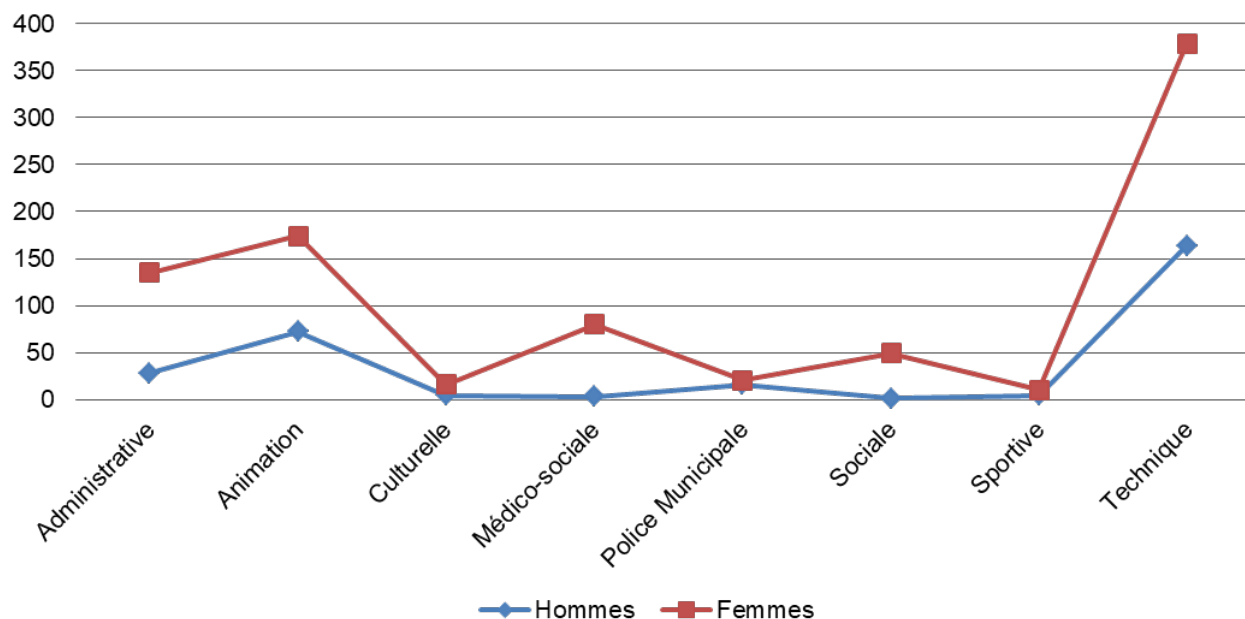


Au niveau National :

- Filière administrative : 23%
- Filière animation : 6%
- Filière culturelle : 4%
- Filière médico sociale : 5%
- Filière Police Municipale : 1%
- Filière sociale : 10%
- Filière sportive : 1%
- Filière technique : 47%



Répartition par filière des agents au 1er janvier 2018

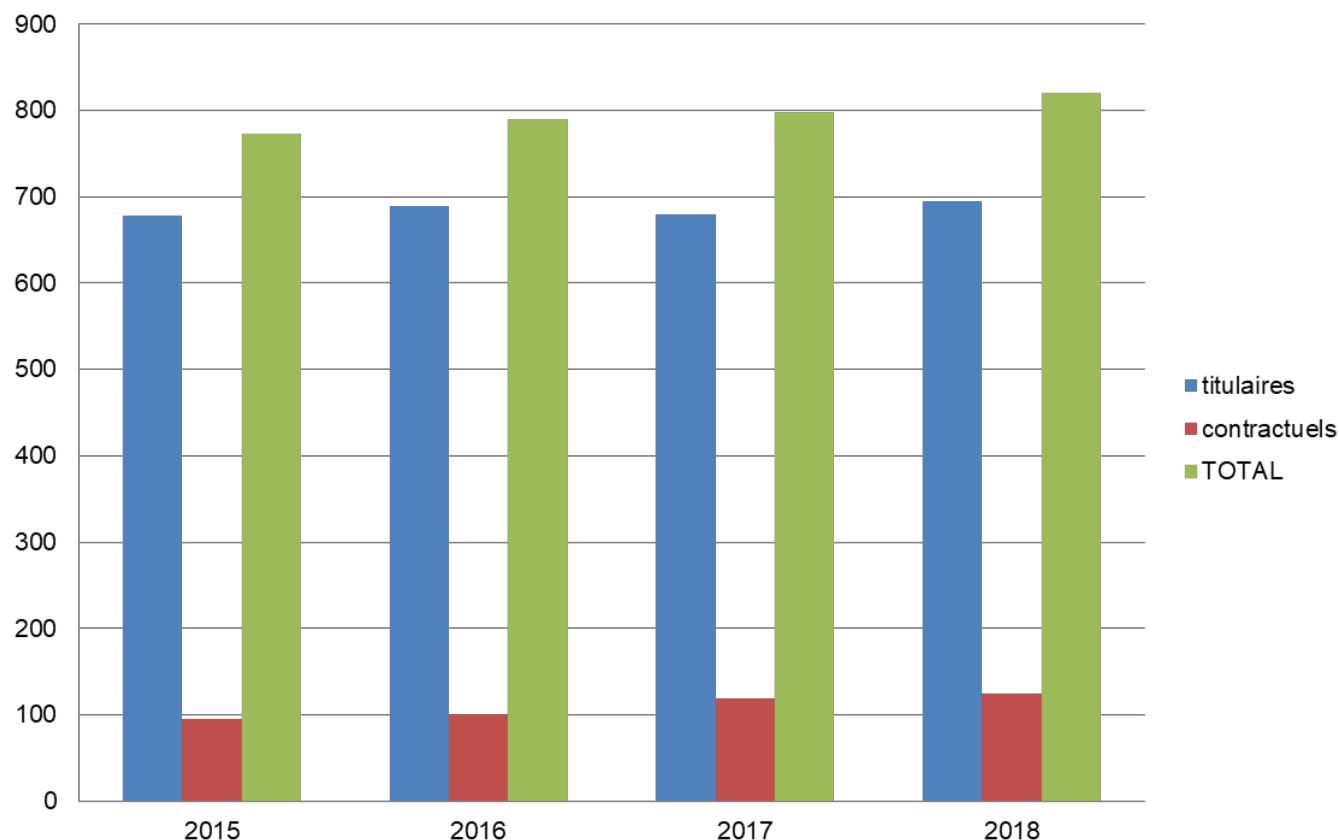


Quelques statistiques :

- 56% des hommes appartiennent à la filière technique
- 79% des agents de la filière administrative sont des femmes
- 98% des agents des filières sociales et médico-sociales sont des femmes
- 80% des agents de la police municipale sont des hommes



Evolution des effectifs depuis 2015



Au 1^{er} janvier 2018 : 572 femmes et 292 hommes

66.2% des agents de Châtillon sont des femmes et **33.8%** sont des hommes

61% de femmes et **39%** d'hommes au niveau National



Nombre d'agents à temps partiel en 2017 :

- **74 agents ont bénéficié d'un temps partiel allant de 50% à 90% d'un temps complet**
 - 8 hommes soit 2.8% des hommes sont à temps partiel
 - 66 femmes soit 11.54% des femmes sont à temps partiel

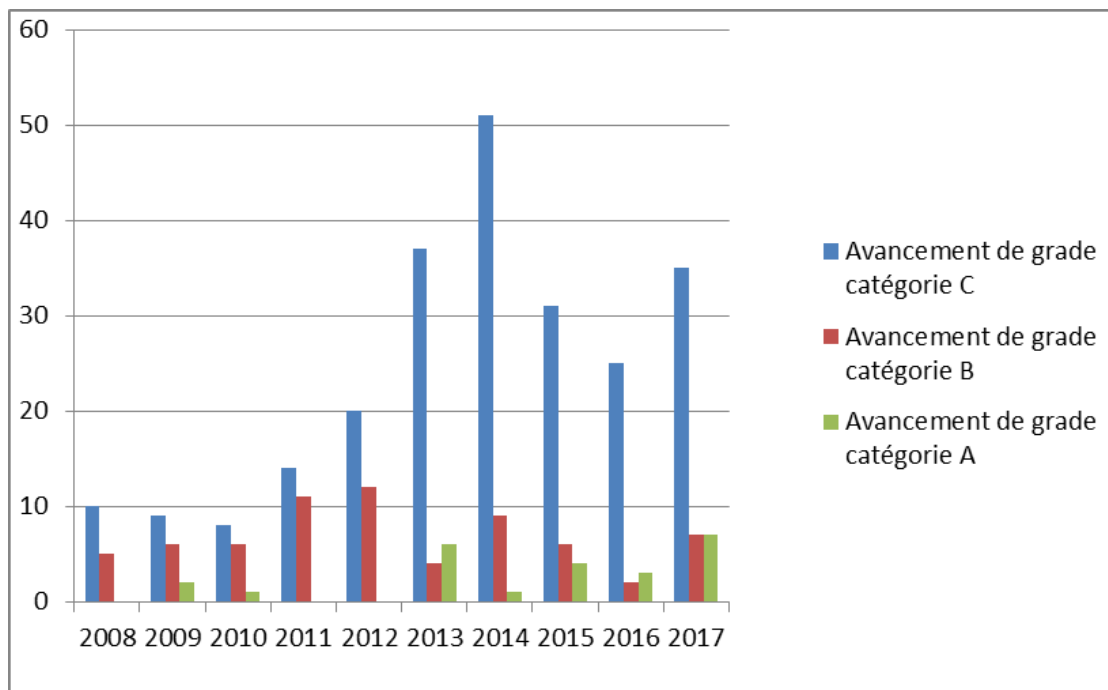
Au niveau national : 29.9% des femmes sont à temps partiel et 6.4% des hommes

Nombre d'agents à temps non complet en 2017 :

- **8 agents titulaires** (2 de la filière administrative, 3 de la filière technique, 3 de la filière médico-sociale)
- **16 agents contractuels** (3 de la filière technique, 2 de la filière animation, 11 de la filière médico-sociale)
 - Dont 11 femmes



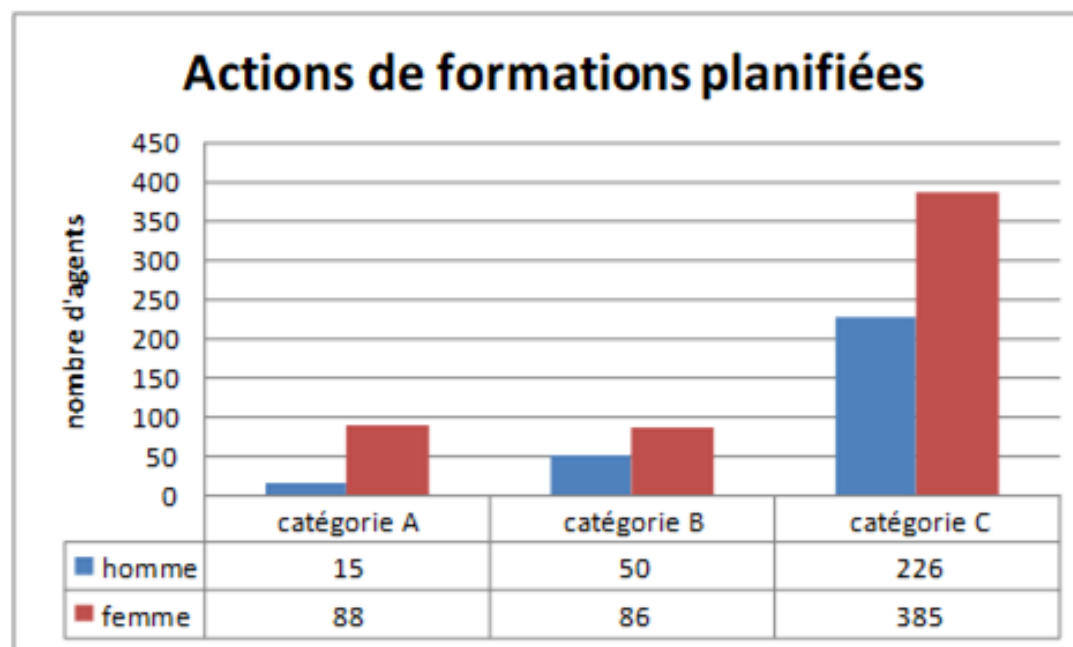
Evolution de carrière : Bilan des avancements de grade depuis 2008



En 2017, ce sont 29 femmes et 20 hommes qui ont bénéficié d'un avancement de grade



BILAN FORMATION DES AGENTS 2017



- **850** actions de formations planifiées - **638 réalisées**
- Environ **1 agent sur 3** part au moins **1 fois en formation** (**396** agents) dont 307 en catégorie C, 52 en catégorie B, 37 en catégorie A
- Environ **1 agent sur 3** part au moins **1 fois en formation**
- **30 actions** de formations en **intra** organisées contre 17 en 2016
- 62.5 % de femmes ont suivi une préparation à un concours ou examen professionnel contre 37.5 % d'hommes



Nombre de postes à pourvoir actuellement :

- Plusieurs postes dans l'animation et petite enfance
- 1 poste à la médiathèque : agent section jeunesse
- 1 poste de gardien service des sports
- 2 postes à la Direction des Ressources Humaines : gestionnaires
- Plusieurs postes de Policiers Municipaux
- 1 poste d'Ingénieur et 2 techniciens à la direction des services techniques
- 1 poste de chauffeur de car et poids lourds



Mobilité interne :

Durant 2017, 16 agents (10 femmes et 6 hommes) ont pu bénéficier d'un changement de service (contre 17 en 2016 et 15 en 2015)

Entrées/Sorties sur l'année 2017:

105 agents sont sortis des effectifs de la Ville pour les raisons suivantes :

- disponibilités, mutations, retraites, démissions, fins de contrat...

125 agents sont entrés dans les effectifs de la Ville (dont 82 femmes) :

- Remplacements agents, contractualisations d'agents vacataires, mutations, recrutements...

